

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 9 (1864)
Heft: 16

Artikel: Campagne de crimée
Autor: Todleben
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-347322>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

5° Aussitôt après la signature des préliminaires de paix, les parties contractantes se réuniront à Vienne pour négocier un traité de paix définitif.

En Danemark, ces préliminaires ont causé une douloureuse sensation. Quand le président du conseil en a donné communication au Rigsraad, la lecture a été accueillie par un silence glacial, puis 35 membres ont signé une déclaration portant que leur silence leur était momentanément imposé par les circonstances, mais qu'il ne devait nullement être considéré comme une adhésion. Un moment, on a craint même quelque agitation tumultueuse à Copenhague. Cependant tous les gens raisonnables ont fini par reconnaître que la situation actuelle était sans autre remède que le calme, la patience et l'espérance.

Le discours royal à l'ouverture du Rigsraad a été un morceau d'une éloquente tristesse, mais peu de nature, comme on le comprend bien, à relever les cœurs. Il paraît que l'attitude générale de l'assemblée faisait pressentir de vifs débats et de graves difficultés pour le gouvernement. Aussi celui-ci a-t-il eu recours à une grande mesure : le roi avait ouvert les séances de la Diète le 6 août, et dès le lendemain, 7, quand la Diète allait se constituer et commencer ses travaux, un décret royal a prononcé son ajournement jusqu'au 3 octobre.

D'après les préliminaires, les duchés auront à supporter environ deux cinquièmes de la dette danoise, c'est-à-dire plus de 30 millions de thalers prussiens. Avec les frais de la guerre, leur dette sera à peu près de 60 millions de thalers, ce qui est beaucoup pour un état qui ne comptera guère plus d'un million d'habitants. Mais cela servira d'autant plus facilement les projets annexionnistes de la Prusse.

CAMPAGNE DE CRIMÉE.

Nous sommes loin du temps où les mémorables campagnes des Gustave-Adolphe, des Turenne, des Frédéric-le-Grand n'étaient transmises à la postérité que par des lambeaux de récits, à peine accompagnés de quelques méchants dessins, dont aurait honte le moindre des écoliers topographiques de nos jours.

Les guerres de l'empire créèrent, on peut le dire, une école historique nouvelle. Des généraux distingués, en même temps historiographes officiels, Jomini, Mathieu Dumas, l'archiduc Charles d'Autriche, publièrent en français et en allemand des relations des évé-

nements militaires et des atlas dignes des grandes opérations dont ils avaient été les témoins et les acteurs.

Depuis eux, ce genre de publications a fait d'autres progrès encore. D'officieuses elles sont devenues officielles et ont été facilitées par toutes les ressources dont jouissent les dépôts de la guerre des divers pays.

En France, sous le gouvernement de Louis-Philippe, le général Pelet publia les beaux atlas de la guerre de Succession ; mais les grands événements militaires de cette époque, les guerres d'Afrique, attendent encore le monument littéraire qui leur serait dû.

La guerre d'Orient a donné le jour en France à de beaux travaux du génie et de l'artillerie, ainsi qu'à un magnifique ouvrage d'état-major général, émanant du dépôt de la guerre. Les Sardes publièrent aussi un album intéressant.

La guerre d'Italie de 1859 a été à son tour illustrée par une publication du dépôt de la guerre de Paris, qui est à la fois un chef-d'œuvre de topographie et de typographie, et une relation détaillée des mouvements de l'armée française. On annonce qu'un travail de même nature sera publié prochainement sur les guerres de Chine et du Mexique. On dit aussi qu'à Turin ne tardera pas à paraître, sous la direction du général Menabrea, un journal et atlas détaillé du siège de Gaëte, ainsi qu'un journal de l'artillerie pour 1860, par le général Valfré.

Malheureusement à Vienne on n'a pas la même opinion des avantages de la publicité, et bien loin de continuer, à cet égard, les traditions de leur plus grand homme de guerre moderne, les Autrichiens semblent faire un secret d'Etat de leur histoire militaire.

Les Russes ont de tout temps été plus ouverts. Leur campagne si accidentée de 1799 a trouvé un bel interprète dans le général Miliutine, aidé dans toutes ses recherches par la protection du gouvernement. M. de Fonton nous a fait connaître le Caucase et l'Asie mineure.

Enfin M. Todleben, l'habile ingénieur qui s'est acquis un si beau renom à Sebastopol, est en train de fournir à l'Europe le récit de l'énergique défense de cette place contre les forces alliées.

La première partie de cet important travail vient de paraître, et sous le rapport du luxe et des soins avec lesquels tous les détails y sont contrôlés, on voit qu'il ne le cédera en rien à ses émules d'autres capitales. Peut-être même leur sera-t-il supérieur.

Cette première partie va jusqu'à la fin de février 1855, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où les alliés ouvrirent leur attaque contre l'ouvrage Malakoff et le bastion n° 2, dit *Petit-Redan*.

Nos lecteurs nous sauront d'autant plus gré sans doute de leur en faire connaître la substance, qu'elle fournit des renseignements nouveaux sur plusieurs points obscurs ou controversés de cette célèbre campagne.

Nous passerons tout d'abord sur la longue introduction politique de M. Todleben et sur les plaisants motifs qu'il donne de cette guerre si connue. Ces motifs, nous croyons pouvoir le lui prédire sans crainte, rencontreront beaucoup d'incrédules, au moins partout ailleurs qu'en Russie, sinon en Russie même. Ce seraient, le croirait-on, la France et l'Angleterre qui auraient entamé la noise et conspiré la guerre par le moyen du prétexte des lieux-saints !

Nous ne nous laisserons pas entraîner non plus aux discussions stratégiques que pourraient soulever bon nombre de vues très contestables émises par l'auteur ; nous n'y verrions pas grand avantage. M. Todleben s'est d'ailleurs trop bien acquitté de sa tâche technique pour qu'il y eût équité à lui reprocher quelques écarts dans des domaines qui ne sont plus de sa spécialité, et qui doivent lui être comptés pour des hors-d'œuvre.

Quant à la partie technique, elle ne saurait être trop méditée par les militaires de toutes armes, et surtout par MM. les officiers du génie et de l'artillerie. En la confrontant avec la publication française de M. le général Niel, dont elle rectifie quelques chiffres importants, on pourra dire, sinon que la *cause est entendue*, comme le prétend un intrépide dithyrambe belge, mais qu'on a un dossier à peu près complet pour y chercher la vérité.

Au commencement de la guerre, il y avait en Turquie 230 mille soldats turcs réguliers et irréguliers, 25 mille Anglais et 63 mille Français.

A cette époque, la marine anglaise se composait de 385 bâtiments, portant 13,025 canons, et la marine française de 300 bâtiments, dont 100 à vapeur.

Les forces navales de la Russie s'élevaient à 512 bâtiments, portant 7,105 canons.

La ville de Sébastopol contenait, à l'époque du siège, 42 mille habitants, dont 35 mille appartenaient à la flotte et à l'armée. Le nombre des maisons s'élevait à 2,120, non compris les casernes et les établissements de la marine.

D'après un plan élaboré en 1834 et revu sur les lieux en 1837, par l'empereur Nicolas, le côté sud de Sébastopol devait être fortifié au moyen de 8 bastions en terre, espacés de 800 à 1,700 mètres. Ces bastions étaient reliés par des murs crénelés de 17 pieds de hauteur et de 4 $\frac{1}{2}$ pieds d'épaisseur, et leur gorge était défendue

par une caserne défensive, à un étage, destinée à recevoir 250 hommes.

Ce projet comportait également 8 batteries de côte pour la défense de la rade.

Au nord de la ville était l'ancien fort du Nord, dont la construction remontait à 1818.

Les bastions nos 1, 2 et 3 couvraient le faubourg Karabelnaya, séparé de la ville par la *baie du sud*, et les bastions nos 4, 5, 6, 7 et 8 défendaient la ville proprement dite.

Le bastion n° 2 fut appelé dans la suite le *petit Redan*, le bastion n° 3 le *grand Redan*. Entre ces deux bastions, espacés de 1,700 mètres, on construisit, pendant le siège, le fameux ouvrage Malakoff. Le bastion n° 4 fut appelé *bastion du Mât*, le bastion n° 5 *bastion Central* et le bastion n° 6 *bastion de la Quarantaine*.

Au début de la guerre, les batteries de côte seules étaient achevées.

Au sud, il n'y avait que les casernes à un étage des bastions nos 4, 5 et 6, les murs crénelés entre les bastions nos 5, 6 et 7, le bastion n° 7 et le bastion n° 8, qui, tous deux servaient de batteries de côte. On voyait sur les autres points un petit nombre d'excavations pratiquées dans le roc à l'emplacement où devaient être creusés les fossés des bastions nos 3, 4 et 6.

Les casernes défensives et les murs crénelés qui reliaient ces casernes étaient entièrement vus de la campagne.

Le prince Menchikoff, nommé commandant en chef de l'armée de Crimée, fit construire, en janvier 1854, sur les bords de la rade, 5 batteries en terre, qui portèrent l'armement du côté de la mer, à 571 pièces (et non à 719 comme l'a avancé, par erreur, le général Niel).

Il fit construire également sur la gauche du *bastion Central*, une lunette qu'on appela *lunette Schwartz*. Les bastions non achevés furent remplacés par des batteries en terre; la marine bâtit la tour de Malakoff, et sur quelques points, on éleva des barricades, soutenues par de petites batteries.

Le côté sud de la rade n'avait alors, pour un développement d'ouvrages de 7,000 mètres, qu'un armement de 145 bouches à feu. Le prince Menchikoff qui ne croyait pas à une attaque par des forces considérables, jugeait ce dispositif de défense suffisant pour résister à une tentative de descente opérée par un faible corps.

Aucun des ouvrages de la ligne du sud n'était à l'abri d'une attaque de vive force, et « l'artillerie pouvait à peine, dit le général Todleben, concentrer les feux de plus de 3 ou 4 pièces sur un point de la campagne en avant des fortifications; il y avait même des espaces morts devant plusieurs batteries. »

Les bouches à feu des batteries de terre provenaient la plupart de la marine, et étaient approvisionnées seulement de 40 coups, dont 10 avec boîtes à balles.

La défense de cette ligne, si étendue et si faible, était confiée à 4,048 soldats hors rang, « appartenant à toutes sortes de corps et « nullement préparés à repousser, avec quelque certitude de succès, « l'attaque sérieuse d'un ennemi nombreux et muni d'armes excel-
« lentes. »

Il n'y avait des outils de pionniers que pour 200 hommes.

La place était approvisionnée de 300,000 projectiles pour les batteries de terre et de 121,400 pour les batteries de côte.

L'approvisionnement en poudre, déduction faite de celui de la marine, s'élevait à 382,500 kil., quantité à peine suffisante pour tirer 96,000 coups, en estimant la charge moyenne des bouches à feu à 8 livr.

La situation de la place était, par conséquent des plus fâcheuses, quand la nouvelle du débarquement vint tirer le prince Menchikoff de sa profonde sécurité.

Jusqu'au 13 septembre au matin, c'est-à-dire jusqu'au jour même où la flotte alliée, composée de 389 bâtiments de guerre et de transport, jeta l'ancre au sud d'Eupatoria, le prince était encore incertain sur les projets de l'ennemi et parfaitement rassuré sur le sort de Sébastopol. Cette circonstance dont on avait douté en Europe est confirmée par le général Todleben.

Cette sécurité du prince Menchikoff dénote un manque complet de prévoyance et de perspicacité. L'expédition de Crimée, en effet, était résolue depuis le mois de juillet, les travaux préparatoires d'une descente et d'un siège s'exécutaient à Constantinople depuis la fin de ce même mois, et le 25 août, le général Saint-Arnaud avait annoncé l'expédition par un ordre du jour à l'armée. Ajoutons que les embarquements étaient commencés à Varna le 1^{er} septembre et que, du 10 au 13, les alliés n'avaient cessé d'explorer les côtes et de faire des sondages depuis Sébastopol jusqu'à Eupatoria et Balaklava. Or, nonobstant tous ces indices et toutes ces preuves matérielles, Menchikoff était convaincu que l'ennemi n'entreprendrait rien contre lui dans le courant de l'année. Voilà sans doute une des particularités les plus curieuses de la guerre d'Orient. L'histoire militaire n'offre pas d'exemple d'une surprise exécutée avec moins de mystère et qui obtint autant de succès.

Quand, le 13, à 8 heures du soir, le prince apprit que la flotte alliée était à l'ancre devant le *vieux fort*, à 10 lieues au nord de Sébastopol, il lui restait à opter entre quatre résolutions :

1^o Défendre la place avec le gros de ses forces ;

2° Attendre l'ennemi derrière l'Alma ;

3° Se porter sur le lieu du débarquement pour repousser les troupes débarquées ;

4° Gagner Simpheropol ou Baktchisarai.

Le parti le plus raisonnable dans la situation où se trouvait le prince était de concentrer ses forces à Simpheropol ou à Baktchisarai, sur le flanc gauche de la ligne d'opération des alliés, comme l'a fort bien prouvé en son temps un brillant mémoire du capitaine belge Van de Weld.

Néanmoins le deuxième parti fut celui auquel s'arrêta le prince, quoiqu'il offrît l'inconvénient d'obliger l'armée russe à livrer bataille dans une position de 8 kilomètres d'étendue, dont la gauche (ou la partie la plus forte) était exposée au feu de la flotte alliée, et dont la droite pouvait être débordée de manière à rejeter l'armée vaincue sur la mer et à lui interdire toute autre ligne de retraite que celle aboutissant à la place.

(A suivre.)

NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Après un séjour de quatre semaines dans le Schleswig et le Jutland, MM. le lieutenant-colonel Rothpletz et le capitaine Blüntschi sont revenus en Suisse. Ils sont allés dans le Jutland jusqu'au Limfiord.

Le *Congrès international* pour les secours aux militaires blessés est, comme nous l'avons dit, réuni à Genève depuis lundi.

La première séance (lundi à 1 heure) a été consacrée au choix d'un président, en la personne du général *Dufour*, et à la vérification des pouvoirs.

Mardi une deuxième séance a eu lieu, dans laquelle on s'est borné, paraît-il, à faire connaissance réciproque. 15 nations sont directement représentées, savoir : L'Amérique (Etats-Unis) par 2 délégués ; Baden, 2 ; la Belgique, 1 ; le Danemark, 1 ; l'Espagne, 2 ; la France, 3 ; la Grande-Bretagne, 2 ; la Hesse, 1 ; l'Italie, 1 ; les Pays-Bas, 1 ; le Portugal, 1 ; la Prusse, 3 ; la Saxe, 1 ; la Suède, 1 ; la Suisse, 3, et le Wurtemberg, 1. Ensemble 25 délégués officiels, plus les secrétaires.

Cinq Etats invités n'ont pas envoyé de délégués, à savoir : L'Autriche, la Russie, la Bavière, la Turquie et le Mexique ; de sorte qu'on peut dire déjà que le but du congrès est manqué. Heureusement les blessés n'en souffriront pas davantage pour cela.

Le Congrès est hermétiquement fermé au public. Il se réunit dans une salle de l'Hôtel-de-Ville, que l'Etat a fait disposer à cet effet.

Outre le *Congrès* proprement dit, il y a le petit Congrès ou *Comité international*, à l'initiative duquel le premier est dû et qui s'est déclaré en permanence. Il est présidé par M. Moynier, président de la société genevoise d'utilité publique, et l'un des délégués suisses au Congrès.